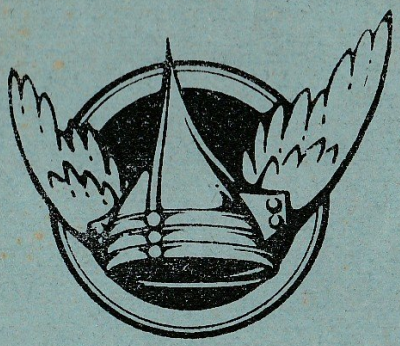
N° 108
13 Février 1919

Urbain GOHIER

LA VIEILLE-FRANCE



La guerre pouvait finir en six mois !
Socialistes d'affaires et socialistes d'assassinat.
50 Milliards à reprendre.
Mines de Fontarce, journal de Murat, château de Citroën.
Nous traînons le boulet du Panama.

Tous les Jeudis
Le N° : 40 centimes
un an : 10 fr.
six mois : 6 fr.

5, rue du Pré-aux-Clercs
PARIS (VII°)

Les Français

N'ENTRERONT PAS

A FRANCFORT

Mais les gens de Francfort n'ont jamais quitté Paris :

Reinach au *Figaro*.

Gruenbaum au Gouvernement.

Stern à la Chambre.

Cahen, Kahn, Weiss, Weill, Basch,

Bernstein, Rappoport, *passim*.

Rothschild partout.

Paris est un faubourg de Francfort.

LES MÉTAUX DE GUERRE

L'interpellation sur les métaux de guerre et sur le bassin de Briey, qui a occupé trois grandes séances de la Chambre, offre un intérêt particulier pour nos lecteurs.

C'est dans le *Soleil du Midi*, en avril et en mai **1915**, que j'ai **le premier** posé la question reprise aujourd'hui (**1919**) au Palais Bourbon. J'avais montré le rôle mondial de la *Metallegesellschaft* de Francfort, le jeu criminel des sociétés françaises qui en dépendent, les conséquences terribles de la contrebande du nickel et du plomb.

C'est encore dans le *Soleil du Midi*, en **1917**, que j'expliquai « pourquoi la guerre aura duré cinq ans », alors qu'elle pouvait être terminée *en six mois* par la défaite de l'Allemagne. Les autorités allemandes les plus qualifiées l'ont confessé, dans ces mêmes termes. Notamment, les *Leipziger Neueste Nachrichten*, alors organe du Kronprinz, dans leur numéro du 10 octobre 1917 :

Si, aux premiers jours de la guerre, les Français avaient pénétré en profondeur d'une douzaine de kilomètres en Lorraine, ils auraient non seulement protégé leur propre production de minerai, mais ils auraient porté à la production allemande le coup mortel. *Et la guerre eût été terminée en six mois par la défaite de l'Allemagne.*

Depuis, j'ai recommencé la démonstration et complété la documentation dix fois dans la *Vieille-France.*

Or, c'est en **1919** seulement que les politiciens feignent de découvrir ce que j'ai fait connaître et comprendre à mes lecteurs *quatre ans plus tôt* ! La « grande presse » de Paris avait touché discrète-

ment la question des métaux à la fin de 1916, après vingt-huit mois de guerre. Le Parlement s'en occupe *après la guerre !*

Et tous les orateurs, des deux côtés de la barricade, avouent ce que nous avons proclamé en 1915, en 1916, en 1917, ce que les chefs militaires, les grands métallurgistes et les historiens d'*Allemagne* ont reconnu : que, par la contrebande des métaux de guerre d'un côté, par l'abandon du bassin de Briey d'autre part, *la guerre a été prolongée de quatre années !*

L'Allemagne a fini par être vaincue ; mais elle a été vaincue à la fin de 1918, quand elle pouvait être vaincue à la fin de 1914.

Pendant quatre années *de plus* qu'il ne fallait, les Allemands nous ont tué des hommes, et ils ont dévasté, changé en désert nos régions agricoles et nos régions industrielles les plus riches.

A cause de la contrebande des métaux de guerre, à cause de la retraite des 10 kilomètres en juillet 1914, nous avons souffert ce que jamais peuple n'a souffert, nous avons *perdu un million de morts et un million de mutilés de plus* qu'il n'était nécessaire, nous avons *dépensé cent milliards de plus* qu'il n'était utile.

Voilà ce qui est établi.

Voilà ce qui est avoué au Parlement.

Voilà ce qui est déclaré sur affiches officielles dans toutes les communes de France, à nos frais.

Voila le crime inouï, le crime inexpiable.

Alors se pose l'éternelle question : *Qui sont les criminels ?*

Vous avez lu, au compte rendu de la séance du 31 janvier, les pitoyables plaidoyers.

Le ministre qui a favorisé la contrebande du plomb et du nickel avec quoi les Allemands ont mitraillé nos soldats et bombardé nos villes, dit : « *Je ne savais pas que le nickel était un métal de*

guerre ! » Il était ministre de la marine, il commandait à nos flottes, il ne savait pas que le nickel est indispensable pour la fabrication des canons les plus puissants, des projectiles les plus redoutables !

Un autre dit : « **On** était hypnotisé par l'idée d'une guerre courte. **On** n'était pas préoccupé de l'alimentation en acier ! » **On** ne se doutait pas que l'artillerie allait jouer un rôle décisif ; **on** avait d'ailleurs refusé de fabriquer des canons lourds ; **on** croyait sur parole Marcel Sembat écrivant, dans *Faites un roi ou faites la paix* : « Une guerre au XX^e^ siècle, cela se règle en huit jours. » A tel point qu'*on* avait fait Sembat ministre pour honorer sa clairvoyance.

Voilà les gens à qui la République et les puissances occultes ont remis les destinées de la France dans le plus grand péril qu'elle ait jamais couru.

Et sur la question de Briey !

Seul pendant deux ans, j'ai osé mettre en lumière la trahison des meneurs socialistes, qui se sont vantés sans relâche d'avoir *imposé* au ministère Viviani, le 30 juillet 1914, la retraite des 10 kilomètres, c'est-à-dire l'abandon des cols des Vosges, et la livraison à l'Allemagne du minerai qui allait alimenter son artillerie pendant quatre ans *de plus*.

A la séance du 31 janvier, M. Viviani a, pour la première fois, répondu à l'accusation. D'une part, il a soutenu que le grand Etat-major n'avait fait aucune objection à la retraite des 10 kilomètres, et qu'il ne pouvait pas en faire, attendu que le commandement militaire avait décidé depuis longtemps une retraite non pas de dix, mais de *vingt-cinq* kilomètres. Pour excuser ce plan, les « compétences » nous signifient que le grand Etat-major, cantonné dans les spéculations militaires, ne soupçonnait nullement l'importance du

bassin de Briey, c'est-à-dire des minerais, c'est-à-dire de l'acier, pour la guerre attendue !

Ainsi, voilà le Pouvoir civil et le commandement militaire aux prises, dans un débat où chacune de leurs prétendues justifications stupéfie, ahurit le citoyen le moins pourvu de connaissances techniques.

D'autre part, M. Viviani prend l'offensive ; il ne plaide pas les circonstances atténuantes ; il se félicite hardiment d'avoir ordonné la retraite des dix kilomètres, d'avoir livré à l'Allemagne tout l'acier de la guerre, *parce qu'il a ainsi démontré à l'Angleterre et à l'Amérique la volonté pacifique de la France*. Le roi d'Angleterre le lui a dit ! Un ancien ambassadeur à Londres le lui a répété !

Et vous trouverez des Français que cet argument aura touchés, que même il aura « retournés ».

Comble de stupidité !

Vous rencontrez un apache au coin d'un bois. Pour bien établir votre volonté pacifique, pour fournir plus tard aux juges la preuve que vous n'avez pas attaqué l'apache, vous lui remettez gentiment votre revolver. L'apache vous zigouille. Ainsi, le jury saura que vous êtes bien la victime. Admirez la prudence de M. Viviani... Mais la victime était la France !

L'argument tiré de « l'opinion anglaise » est une farce. L'Angleterre n'est pas intervenue dans la guerre parce que l'Allemagne avait attaqué la France ; l'Angleterre s'est jetée dans la guerre contre l'Allemagne parce que les Allemands ont envahi la Belgique, — comme l'Angleterre avait déchaîné et financé dix guerres contre la France, quand les Français entraient dans les Pays-Bas.

L'Angleterre était accusée, est accusée par les Allemands d'avoir rendu cette guerre inévitable par sa « politique d'encerclement » contre l'Alle-

magne. Est-ce que l'Angleterre, pour établir ses bonnes intentions, a décidé en 1914 l'évacuation de l'Egypte et de Gibraltar, par exemple, ou la destruction de ses usines métallurgiques et de ses mines de charbon ? Non. Il n'était donc pas nécessaire de livrer à l'ennemi tout notre acier, pour établir nos bonnes intentions aux yeux de l'Angleterre.

La France, depuis quarante ans, avait enduré assez d'avanies humiliantes, fait assez de sacrifices à la paix du monde, pour n'être pas soupçonnée de velléités guerrières !

Enfin, l'argument tiré de « l'opinion américaine » est une autre farce. Les Américains ne sont pas entrés dans la guerre, après trois ans d'hésitation, à cause de notre retraite de juillet 1914. Ils sont entrés dans la guerre parce que la brutalité allemande les y a acculés à force de torpillages féroces, de complots insolents et d'attentats sanglants aux Etats-Unis.

Si le ministère Viviani n'avait pas livré le bassin de Briey, tout l'acier de la guerre, à l'Allemagne en 1914, l'Allemagne était vaincue au bout de six mois. Alors, nous n'avions pas besoin des Américains au bout de trois ans !

Un ex-ambassadeur des Etats-Unis a pu dire à M. Viviani : « En 1914, vous avez donné la preuve plastique de votre volonté de paix ! » *Plastique*. Oui, monsieur, il a dit *plastique*. Et M. Viviani se gargarisait avec cette épithète décisive. Après *plastique*, il n'y avait plus qu'à tirer l'échelle.

Au lieu de donner une preuve *plastique*, il fallait remporter la victoire en six mois. Les Américains auraient fait l'économie de leurs immenses préparatifs en vue de la campagne de... 1919. Nous aurions fait l'économie d'un million de morts, d'un million de mutilés, de cent à cent cinquante milliards de francs.

Et nous aurions pour nous « l'opinion », l'admiration, l'adoration du monde entier, *tout aussi bien*, puisque nous serions vainqueurs.

Et même mieux, puisque nous aurions remporté la victoire avec l'Angleterre et la Belgique, simplement.

Socialistes et Ploutocrates démagogues

La *Vieille-France* n° **64** a révélé la première (*toujours* !) que plusieurs journaux socialistes avaient pour commanditaire le richissime vicomte (*hum* !) de Fontarce.

L'Incurable Imbécile s'étonne de l'adhésion d'un ploutocrate à la démagogie. D'abord, le nombre des ploutocrates démagogues s'accroît, parce qu'ils espèrent obtenir à coups de millions des sauf-conduits pour le Grand Soir. Ensuite, les affaires sont les affaires.

Ouvrez le *Journal officiel* du 5-2-19 à la page 1355 et vous lirez cette explication :

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

PRÉFECTURE D'ORAN

DEMANDE EN CONCESSION DE MINES

AVIS

Par une pétition en date du 25 octobre 1918 **M. Goldberg** (Miron-Léon), domicilié à Paris, rue de la Tour, n° 142, agissant au nom et pour le compte de **M. de Fontarce** (François-Henri-Gabriel), domicilié à Paris, avenue des Champs-Elysées, n° 29, en vertu de la procuration à lui donnée le 19 septembre 1918, sollicite, en vue de régulariser la demande formée par son mandant, le 30 mai 1918, la *concession de mines* de pétrole et autres hydrocarbures situées dans chacun des huit périmètres ci-après définis...

C'est net.

Les députés qui travaillent dans les journaux de M. le vicomte de Fontarce sont des députés à pots-de-vin, qui vendent le patrimoine de la nation aux financiers en échange de la sportule.

Et ces pourris sont, naturellement, des Socialistes.

Autour de la Conférence

Indemnités : Autrefois !... Aujourd'hui ?

Pendant l'expédition de Chine de 1860-61, les Chinois commirent à Tien-Tsin un attentat contre le droit des gens. Ils saisirent les plénipotentiaires anglais et français, avec des officiers et des soldats de leur escorte. Les uns (dont deux officiers anglais) furent décapités ; les autres, mis à la torture.

La France et l'Angleterre exigèrent une indemnité de plusieurs millions pour les victimes et pour leurs familles. Aux plénipotentiaires, 500.000 francs par tête ; aux soldats, 100.000 francs par tête. Deux de nos grenadiers (du 101e) touchèrent chacun 100.000 francs.

Or, pendant la guerre, le roi Constantin de Grèce a fait tuer dans un guet-apens 35 de nos officiers, marins, soldats.

A Langensalza, le capitaine allemand Roch a fait fusiller sans raison 9 de nos hommes, et 15 autres ont été blessés.

Le roi Constantin a des propriétés sous la main des Alliés ; la Bavière est bonne pour quelques millions comptant.

Ce qu'on estimait 100.000 francs en 1860 vaut bien 200.000 francs aujourd'hui.

Qu'est-ce qu'on attend ?

La paix s'affermit...

M. Daniels, ministre de la Marine des Etats-Unis, a déclaré devant la commission de la marine de la Chambre, en réclamant **3 milliards et demi** de crédits extraordinaires, que

Les effectifs permanents de la flotte sont aujourd'hui de 143.355 hommes.

La législation proposée portera ces effectifs totaux à 250.000 hommes.

C'est le désarmement qui commence.

La presse anglaise inscrit en regard les homélies pacifistes de M. Wilson et les paroles de son ministre.

Quelques nuages...

La *Zeit* de Vienne énumère, dans les limites de ce qui fut l'empire austro-hongrois, « douze conflits seulement » (19-1) :

1° Les Allemands avec les Tchèques en Bohême, Moravie et Silésie autrichienne;
2° Les Allemands avec les Polonais en Silésie;
3° Les Allemands avec les Yougo-Slaves en Styrie et Carinthie;
4° Les Tchèques avec les Polonais en Silésie:
5° Les Tchèques avec les Hongrois dans les comitats slovaques;
6° Les Polonais avec les Ukraniens en Galicie;
7° Les Ukraniens avec les Roumains en Bukovine et dans le Nord-Est de la Hongrie;
8° Les Hongrois avec les Roumains en Transylvanie et dans le Sud-Est de la Hongrie;
9° Les Hongrois avec les Yougo-Slaves dans le Sud de la Hongrie;
10° Les Roumains avec les Yougo-Slaves dans le Banat;
11° Les Yougo-Slaves avec les Italiens au Littoral et en Dalmatie;
12° Les Italiens avec les Allemands dans le Sud du Tyrol.

L'Amérique au-dessus de tout.

Dans un très important article du 1-1-19, que les Français n'ont pas le droit de lire, le *New-York American* déclare que les États-Unis « ont perdu assez de vies américaines, assez d'argent américain ».

Rendez nos soldats à leurs familles! Laissez les débris de l'Europe lutter contre les débris de l'Europe. Mais ayons la paix dans notre propre pays. L'Amérique d'abord!

La dernière pensée de Roosevelt.

Dans la *Kansas City Star* du 24-12-18 :

Nous ne devrions pas entreprendre de faire la police de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique du Nord. Et nous ne devrions pas non plus permettre à qui que ce soit de battre en brèche la doctrine de Monroe, ou de faire la police de l'Amérique.

Le Mexique est notre péninsule des Balkans, et il nous faudra nous en occuper un jour ou l'autre. Les côtes et les

îles voisines du Canal de Panama nous concernent, et ne concernent que nous, conformément à la doctrine de Monroe.

En vue de cette politique, notre flotte devrait venir, pour l'importance, après celle de l'Angleterre, et avant toutes les autres, et si par aventure la Grande-Bretagne décidait de renoncer à sa flotte, nous devrions en construire une beaucoup plus puissante que celle qui nous est aujourd'hui nécessaire.

Ainsi parlait Roosevelt, traité d'impérialiste par les wilsoniens : « L'Amérique aux Américains, l'Europe aux Européens. »

L'autre, le pacifiste, l'idéaliste, le saint homme, prend

(coupé)

; il prétend régler les affaires, les constitutions, les frontières des États d'Europe, et le sort des colonies asiatiques, africaines, océaniques.

Tout ça pour avoir amené **109** canons et perdu **36.154** hommes à la guerre.

Distinguo ! distinguo !

« Le Droit des Peuples, à disposer d'eux-mêmes » est encore une balançoire. On l'invoque ou on le nie selon les besoins de la cause. Ainsi, dit la *Kansas City Star* (31-12) :

Nous avons fait l'une des plus grandes guerres de l'histoire [*guerre de Sécession*] pour empêcher l'application de ce principe.

Le gouvernement actuel a placé sous sa surveillance Saint-Domingue, Haïti et le Nicaragua, parce que c'était nécessaire à la sécurité du Canal de Panama. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a dû céder devant des considérations plus impérieuses !

Il y a de même des limites évidentes à l'application de ce principe en Europe... La Grande-Bretagne ne peut pas plus permettre à l'Irlande de se constituer en État indépendant que les États-Unis n'auraient pu le permettre à la Caroline du Sud.

Les grands mots, les belles phrases, les nobles attitudes ne pèsent pas lourd quand parle l'intérêt. Ah ! la

(Coupé)

NOTES BREVES

Murat et Murat.

Parmi les innombrables journaux qui naissent pour encombrer les kiosques, on en signale un que financerait la famille Murat. On précise : trois millions.

Le 19 Brumaire an VIII, un soldat qui s'appelait Murat pénétra dans l'Orangerie de Saint-Cloud avec quelques grenadiers et prononça le mot sauveur, attendu par la France entière : « *Foutez-moi dehors tous ces gens-là* ! »

Quelques minutes après, des toges et des toques ridicules jonchaient les fourrés du parc : c'est tout ce qui restait de la pourriture des Assemblées.

En 1919, il y a une douzaine de Murat qui, grâce au premier, s'intitulent princes ou comtes et disposent d'un gros tas de millions. Pour s'acquitter envers la France, ils fondent une petite gazette qui ne casse rien.

Un qui aurait lu la Vieille-France.

Correspondance du marquis de Jaucourt, ministre (très protestant) de Louis XVIII, avec Talleyrand, alors au Congrès de Vienne :

Voici un mot du roi ; il demandait un journal intitulé le *le Nain Jaune*, quand M. le duc d'Angoulême lui a dit : « Mais est-ce que Votre Majesté lit *le Nain Jaune*? On dit que c'est un mauvais journal. — D'abord, a dit le roi, il m'amuse ; et puis il me dit ce que vous ne me diriez pas.

Un « tyran » essaye quelquefois de savoir la vérité.

Le « Peuple souverain », jamais ! Il la redoute et la hait.

Haardt, Giros et Loucheur?

Pour faire semblant d'utiliser l'arsenal de Roanne, il est question d'y fabriquer du matériel de chemins de fer, évidemment de la même façon qu'on y a fabriqué

des obus... A la tête de la combinaison envisagée au Ministère de la Reconstitution industrielle (*deux milliards à manger*) se trouverait un banquier Haardt.

On nous demande si cet Haardt est le même que désignait ainsi le sénateur Pérès dans son rapport à la Haute Cour :

> Quant à Haardt, je n'ai pu me procurer son état-civil, mais il sera facile de l'avoir, puisque Haardt a été décoré de la Légion d'honneur par M. Caillaux, avec lequel il a traité des affaires financières.

L'état-civil de Haardt doit être connu ailleurs qu'à la Chancellerie de la Légion d'honneur : au Parquet de la Seine, par exemple, et au Ministère de l'Armement — pour des raisons différentes. Il est connu aussi dans les Compagnies de tramways et d'électricité du nord (Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing, Centrale électrique, Energie électrique) où le banquier Haardt se trouve lié aux inévitables **Giros et Loucheur.**

On y trouve comme administrateurs et principaux actionnaires MM. Haardt, Eltzbacher, Leringer, Schœnbrunn, Pfankuch, Titus Bredt, Schmahlkein, Hammelrath, Horn, Oppenheim, Stuben, Hermann Kretzchmar, Wilhelm Mallinkrodt, Otto Stamps, etc.

Amenons-les à Roanne, usine « nationale ».

Kamarade Thomas sera chambellan.

La concurrence du néo-milliardaire Loucheur et du néo-multimillionnaire Thomas est bien amusante.

L'un veut être président de la République ; il est acheteur de journaux et de journalistes, de circonscriptions électorales et de politiciens, à guichet ouvert.

L'autre veut être, *pour de bon,* baron de Roanne, avec un parchemin en règle ; il fréquente chez les amphitryons les plus blasonnés et chez les grands patrons les plus puissants. Il est bolcheviste en Russie, marxiste dans les meetings ; avec le kamarade Jaurès, il empêchait le vote des crédits militaires et il organisa la fameuse grève des chemins de fer (« *Qu'importent les victimes!* ») répétition générale de la trahison. Mais il a commandé une fastueuse argenterie ; ses automobiles emplissent les rues ; il s'offre pour un coup d'Etat dans les salons où l'on conspire !

S'il a pu soustraire au service militaire tous ses électeurs de Sceaux-Champigny, il ne pourra pas leur trouver à tous des tabourets à la Cour. Alors...

Bien fait !

De *l'Humanité* (4-2, p. 1) :

Nous exprimons une fois de plus notre mépris à M. Clemenceau...

Parce qu'il ne fait jamais saisir la feuille bolchevick, évidemment. On ne saisit et on ne coupe que la *Vieille-France*.

C'est une invitation.

M. Alfred Duché, président de la Chambre de commerce française de Londres, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur.

La maison Duché & Sons possède des usines en Belgique (Vilvorde, Pont-Brûlé, Grimberghen) et en Argentine (Buenos-Ayres). La croix de la Légion d'honneur doit s'adresser plutôt au propriétaire des usines que M. Duché va sûrement créer dans toute la France du nord, pour y hâter la résurrection économique ?

Les trafics de la Censure.

La *Libre Parole* du 2-2-19 (p. 1) et la *Revue hebdomadaire* expliquent à leurs lecteurs que le colonel House, le conseiller de M. Wilson que tous les journaux de Paris ont peint dans des attitudes guerrières, n'a jamais été colonel. Au Texas, d'où il arrive, on s'appelle colonel « par courtoisie ». Les deux journaux ci-dessus nommés ajoutent que le sabre et l'uniforme chamarré de colonel déplaisaient fort à M. House, qui les fit porter *par son cocher nègre* les jours de cérémonie.

Or, nous avions imprimé cette page, signée Roosevelt, dans la *Vieille-France* n° **102** (12-12-18). Les censeurs nous l'ont coupée *formellement*... et sont allés la vendre à la *Revue hebdomadaire*. Les censeurs sont des filous. Les voilà pris la main dans le sac.

Et maintenant, si nous nous intitulions « Colonels par courtoisie » ? Eh ! colonel Jean Drault !... Malheureusement, ça évoque le colonel Lisbonne, qui vendait des frites à Montmartre.

Cinquante milliards à reprendre

Dès que les questions internationales seront réglées, il faudra régler les questions nationales. Elles se poseront nécessairement devant le suffrage universel pour le renouvellement de tous les corps élus, aujourd'hui périmés. Il y en a plusieurs catégories.

Responsabilités des hommes qui ont provoqué la guerre, ou l'ont rendue possible.

Responsabilité des hommes qui l'ont mal conduite, qui l'ont fait durer, qui ont inutilement accru le total de nos sacrifices en hommes et de nos sacrifices en argent.

En hommes : la victoire nous coûte quinze cent mille morts et seize cent mille mutilés. Notre population virile a été saignée à blanc. Les Britanniques n'ont perdu que 658.000 hommes ; les Américains, que 36.154 hommes. Nous, trois millions, la moitié morts, la moitié frappés d'incapacité totale ou partielle. C'est une effroyable diminution de force.

Le même résultat ne pouvait-il pas être obtenu sans être payé aussi cher ? Tout le monde est fixé là-dessus.

Sans parler des trahisons qui ont rendu la lutte plus dure, plus sanglante, et qui ne sont pas toutes menacées du juste châtiment, des fautes ont été commises que l'on doit regarder comme de véritables crimes. La désorganisation des ser-

vices médicaux pendant les premiers mois de la guerre a coûté la vie à cent mille blessés qui pouvaient être sauvés. L'absence d'artillerie lourde, qui obligea le commandement à remplacer le matériel d'acier par des poitrines de soldats, a causé le massacre de plusieurs centaines de mille hommes qui n'auraient pas dû périr.

C'est une manœuvre effrontée en faveur des coupables, de répéter que l'Allemagne était seule à préparer la guerre depuis quarante ans. Tandis qu'elle préparait ouvertement *son agression*, nos gouvernants étaient censés préparer *notre défense*; de 1871 à 1914, ils avaient obtenu du pays cinquante-trois milliards pour rendre la frontière inviolable. Ils avaient consommé ces milliards jusqu'au dernier sou. Et non seulement la frontière a été violée, non seulement l'envahisseur est arrivé en vue de Paris, non seulement il a occupé et dévasté durant quatre années nos plus riches provinces, mais on peut admettre que l'insuffisance d'organisation et l'insuffisance de matériel ont entraîné *la mort d'un million d'hommes* et *la mutilation d'un million d'autres*, qui seraient tous vivants et valides si notre argent n'avait pas été gaspillé ou volé.

A qui incombe la responsabilité de ce million d'existences, la responsabilité de ce deuil inexpiable, la responsabilité de la France diminuée? Nous le rechercherons plus tard. Pour le moment il faut constater que le mal est sans remède. Même si la justice doit avoir son cours, les morts ne ressusciteront pas, les mutilés ne recouvreront pas leurs yeux ou leurs membres.

En ce qui touche la question d'argent, c'est autre chose. La recherche des responsabilités peut aboutir à l'atténuation du dommage.

Les cinq cent mille *morts en trop* ne sauraient être rappelés à la vie.

Les cinquante milliards *payés en trop* sont quelque part, où on saura très bien les retrouver.

Nous avons donné ici, dès le début de la guerre, des exemples et des preuves d'un pillage inouï. De même que la tuerie, la curée a dépassé tout ce qu'on avait jamais vu, tout ce qu'on avait jamais imaginé. Les rapports des commissions de finances, tant au Sénat qu'à la Chambre, les dénonciations périodiques et vaines de la commission des économies, plusieurs procès ou scandales extra-parlementaires, et le seul spectacle de Bordeaux ou de Paris à certaines époques, ont averti l'opinion.

De monstrueuses fortunes se sont édifiées sur la catastrophe, sur la douleur, sur les ruines, sur les cadavres. Des industriels ont exigé de la patrie aux abois, pour leurs produits, et des ouvriers ont exigé avec menace, pour leur travail, trois fois, cinq fois, dix fois le juste prix. Des politiciens ont abusé de leur pouvoir pour agioter, pour vendre des privilèges et signer des contrats qui ruinaient l'Etat. Une tourbe de gens sans aveu, journalistes marrons, filles de théâtre et de promenoir, proxénètes, financiers véreux, gentilshommes interlopes et kamarades socialistes, ont trafiqué des fournitures de guerre. Les attachés de cabinet et les hommes de paille de leurs patrons, les hétaïres officielles et les mercantis ont provoqué, aggravé la disette, spéculé sur les accaparements et sur les prohibitions, les licences, les brusques changements de taxes dont ils avaient le secret à l'avance.

La guerre étant achevée, le brigandage continue. La liquidation de l'immense matériel devenu inutile, des denrées, des cuirs, des métaux, des machines, des chevaux et des mulets, — placée sous le contrôle du Bloch de la Cour des Comptes qui « liquida » jadis la fameuse sous-

cription pour les victimes du Mont Pelé, — promet encore de beaux jours aux coquins.

Dans l'*Homme Enchaîné*, le journaliste Clemenceau ne voulait pas « prendre son parti de l'impunité des pillards ». Il en avertissait nommément le citoyen Albert Thomas. Mais aujourd'hui le président du Conseil, president de la Conférence de la paix, est absorbé par d'autres soins. Il laisse à ses successeurs la tâche d'apurer les comptes et de punir. Nous les en ferons souvenir obstinément.

Le fardeau des contributions et le renchérissement continu de toutes choses ne nous inclinent pas à l'indulgence. Les honnêtes gens qui s'usent au travail ne souffriront pas de vivre comme des gueux et comme des forçats auprès des emmillionnés de la gabegie. Ces forbans le savent; ils réservent, ils consacrent déjà une partie de leur fortune mal acquise à l'achat des journaux qui doivent les défendre, des journalistes qui doivent les servir, des électeurs qui doivent leur procurer ce lieu d'asile : un fauteuil au Parlement. Peut-être leurs précautions ne les sauveront-elles pas.

La condition où nous allons être réduits sera si dure que même les plus résignés, les plus veules, les plus fatalistes, secoueront leur apathie. L'Ancien Régime faisait rendre gorge aux détrousseurs de la nation. Il faudra que la République s'y résigne... Cinquante milliards !

Avant d'acheter vos journaux

assurez-vous que

la VIEILLE-FRANCE

est bien mise en vente par la marchande.
Cette marchande, alors, est une bonne Française
qui a refusé le thaler judéo-allemand

(*coupé*)

Lorsque, le 3 février 1919, M. Woodrow Wilson a pris la parole au Palais-Bourbon, un des Périmés a crié : « *Debout !* » Et toute la troupe s'est levée, comme on se lève à la messe pour la lecture de l'Evangile, bien qu'il n'y eût pas quatre auditeurs en état de comprendre ce que disait l'étranger.

Il est stupéfiant qu'aucune voix n'ait surenchéri et crié : « *A genoux !* » C'était l'attitude (*coupé*)

Au moment même où cette apothéose se déroulait à la Chambre, il se passait dans les environs une autre chose que les journaux du lendemain, 4 février 1919, malgré leur parti pris de mensonge et de prosternement, ont dû noter « avec tristesse ».

Le demi-Prussien-demi-Juif Longuet, député « français », avait demandé au gouvernement français l'autorisation de communiquer par T. S. F. avec les chefs des Bolchevicks qui ont livré la Russie à l'Allemagne et qui l'ont noyée dans le sang des Russes fidèles.

M. Pichon, ministre des affaires étrangères, avait refusé énergiquement.

Aussitôt, la T. S. F. américaine a transmis les messages de Longuet aux chefs d'assassins !

On se rappelle que M. Wilson, dès son arrivée en France, a reçu officiellement le Prussien Longuet et ses acolytes ; qu'il a reçu ensuite la Ligue de l'Autritrichien Basch, ayant pour programme de « limiter les conséquences de la victoire française » ; enfin qu'il a proposé une entrevue de conciliation, dans l'île de Prinkipo, à Lénine, à Braunstein-Trotsky et à leurs complices.

L'incident de la communication sans fil, pour le compte de Longuet, sous le nez du gouvernement français, après le refus formel de M. Pichon, retentit comme un soufflet sur la face de tout Français qui

garde encore une goutte de sang français dans les veines.

(coupé)

Sommes-nous en France?
Sommes-nous en Haïti? Ou aux Philippines?

(coupé)

La presse bolchevick triomphait le 4 février; le *Temps* et la *Liberté* jugeaient le coup « douloureux » pour la France; le député Chaumet, ancien ministre, allait jusqu'à « déplorable ».

Oui, nous sommes

(coupé)

1815,

Les Français vaincus de ce temps-là exigeaient et obtenaient plus d'égards que les Français vainqueurs d'aujourd'hui.

VUE D'APRÈS GUERRE

Les Allemands reparaissent.

La *Vieille-France* a donné plusieurs exemples de l'audace avec laquelle les commerçants, commis, ouvriers allemands, ayant à peine quitté leur casque et leur fusil, cherchent à rentrer dans les emplois qu'ils occupaient chez nous avant la guerre.

Des Allemands plus importants, personnages de finance ou d'industrie, n'ont pas la peine de rentrer en France, *parce qu'ils n'en sont jamais sortis*.

On sait que le trafic des permis de séjour a été une grande source de revenus pour Malvy et sa bande, pour les « journalistes » à la Vigo, pour une partie de la députaille.

Mais les plus considérables Allemands qui reparaissent dans les conseils d'administration ne se contentent pas de prouver qu'ils ont été *en règle* avec la

police de la République. Ils affirment qu'ils ont été *d'accord* avec des ministres, avec des Présidents du Conseil; et ils citent les paroles officielles :

« **Vous devez rester ici pour, le moment venu, faciliter la reprise des relations franco-allemandes.** »

Les affaires *françaises* en France (*suite*).

Dépôt des marques de fabrique (*Petites Affiches*) par :

H. Cohen, savons; *Lewis Stroud*, produits divers; *Guggenheim*, chaussures; *Société René Schiller et Cie*, fétiches (!); *Zaliwski*, boisson populaire; *Torrès*, cirage; *Tootal Broadhurst Lee*, tissus divers; *Nordisk Foderstof Fabrik*, produits alimentaires; *Wacoli*, lait condensé; *Ogliastro*, tissus; *Parhazdar*, boissons hygiéniques; *Scala*, thés; *Blakey's boot Protectors*, talons; *Freeman, Sons et C°*, peintures; *Velitchkowitch*, cires; *Isaac Coro*, parfumerie; *Wellcome*, produits photographiques.

Sociétés américaines s'établissant chez nous :

Darnell (de Memphis), bois de charpente; *Schinola Cy* (de Rochester), brosses et cirages; *Winton Cy* (de Cleveland), automobiles; *Bridgeport Brass Cy*, fils métalliques; *Antikalsomine Cy* (de Grands Rapids), bâtiments; *Kistler Leather Cy* (de Philadelphie), cuirs et peaux; *Corn Products Refining Cy* (de New-York), sirops; *South Coast Canning Cy* (de Long Beach), conserves; *Indian Refining Cy* (de New-York), lubrifiants; *Wolverine Motor Works* (de Bridgeport), moteurs.

Dans chaque numéro des *Petites Affiches*, vous en trouverez autant ou davantage.

En voilà du travail, en France, pour les Français ! Tous les héros de la guerre, mutilés de préférence, avec médaille militaire et croix de guerre, trouveront des places de portiers, garçons de bureau, grooms, cyclistes, frotteurs, nettoyeurs de carreaux, etc. La race inférieure.

Israël

Le château Citroën.

Le château que le Juif André Citroën occupe dans le voisinage de Roanne, pour mieux « administrer » l'arsenal Thomas (*150 millions* au début ; actuellement, *300 millions*) est le château de Mâtel, acheté 1 million 200.000 francs à la famille Poulot du Ginestoux.

Nous n'aurons pas besoin de vivre très vieux pour voir la dernière demeure seigneuriale de France cédée par la dernière vieille famille française à un Hébreu, Gunzbourg ou Citroën.

Les vaincus n'ont qu'à disparaître. Aux vainqueurs les dépouilles! Aux seigneurs les châteaux! Il restera des débris du peuple français pour cultiver la terre, travailler dans les usines, servir dans les cuisines et les antichambres du maître Juif.

Une race comme un individu décide son propre sort. *Quand on ne veut pas se défendre, il faut mourir*. Loi de la nature.

Les Juifs chez eux.

Le *Pro Israël* du 9 chévat 5679 (10-1-19) explique avec fermeté la position des Juifs dans leur patrie :

> Puisque la justice des alliés à rendu la Palestine aux Juifs, c'est donc que *les Juifs l'occuperont en maîtres*...
> Tous les Juifs de Palestine seront pleinement chez eux, c'est-à-dire qu'*ils s'administreront eux-mêmes*.

A la bonne heure! Les Juifs ne seront jamais assez idiots, assez lâches, assez dégénérés pour confier le gouvernement et l'administration de leur pays, leur enseignement national, leur presse, leur diplomatie, leurs banques et le reste à des Français. La Palestine aux Juifs!

Maintenant, pourquoi les Français font-ils le contraire? Parce qu'ils sont une race inférieure, évidemment.

Les Juifs occuperont la Palestine en maîtres.

Et ils occupent la France en maîtres, par dessus le marché.

Fondation d'une Société juive à Uskub, présidée par Abraham Assa, qu'assistent David Noah, Haïm Angel, Benico Beraha, Abraham Beressi.

En Hongrie, les congénères de Basch ont organisé une « garde Juive » qui compte plus de 10.000 hommes, sous le commandement du Juif Sufan Friedrich, qui est sous-secrétaire d'Etat à la guerre comme Abrahami l'est en France.

A Berlin, l'Assemblée sioniste a décidé le 13 novembre de créer un *Comité National des Juifs d'Allemagne*.

A Constantinople, l'*Inkilab* déclare que

> Le Gouvernement de la Palestine (*aux mains des Juifs*), composé de savants et d'intellectuels, **dirigera** le mouvement économique non seulement de l'Orient et de l'Anatolie, mais probablement aussi **du monde entier.**

En Pologne, le général *français* Berthélemy a été envoyé par le gouvernement de la République *française* pour « faire une enquête sur les pogroms dont ont été victimes (!!) les Israélites ». Le général *français* Berthélemy emporte des *lettres de recommandation* de « Son Eminence » (*sic*) le Grand Rabbin Jacob Meïr, de Salonique, pour les chefs des communautés juives de Lemberg et de Varsovie. Les Juifs lui feront, bien entendu, son rapport.

On n'a pas souvenir que la Pologne ait envoyé un général *polonais* en France pour faire une enquête sur le sac des églises, sur l'expulsion des congrégations, sur l'assassinat des ôtages en 1871, etc.

Le *Pro Israël* ajoute impudement :

> La Pologne n'est pas encore une nation majeure ; elle ne doit pas jouir d'une entière liberté.

La question polonaise, telle qu'elle ressort des documents exposés ici à diverses reprises, apparaît très claire : *ou les Polonais élimineront les Juifs, ou leur patrie ne revivra jamais.*

Les Juifs en Bukovine.

La question juive qui se pose en Pologne se pose avec la même acuité dans les régions voisines : en Galicie, en Bukovine, où les Juifs attachaient le drapeau russe à la queue des cochons après la retraite des armées du Tsar.

La Bukovine renferme 400.000 Ruthènes, 300.000 Roumains, 120.000 Juifs, 50.0000 Allemands, Polonais, Arméniens. Il y a cinquante ans, les Juifs n'y possédaient rien, que leurs poux. Maintenant, ils sont propriétaires de presque tout le sol. Ils ont dépossédé les paysans et les grands propriétaires par l'usure, après avoir peuplé de leurs congénères les tribunaux où sont portés les différends. Fonctionnaires, avocats, juges, sont Juifs et le *Talmud* leur prescrit de donner raison quoi qu'il arrive au Juif contre le *goy*. Les Ruthènes et les Roumains, composant les quatre cinquièmes de la population, se sont vu déposséder de leur patrie en un demi-siècle; ils y travaillent maintenant pour le maître juif.

Bukovine, Pologne ou France : même système, puisqu'il est bon.

Les Juifs se donnant pour Allemands, et tout dévoués à la politique allemande, ont toujours eu l'appui brutal de Vienne contre les Ruthènes et les Roumains qu'ils détroussaient. A Czernowitz, où les Juifs ne forment qu'un tiers de la population, sur 105 avocats, il y a 90 Juifs; sur 120 médecins, 90 Juifs. Ils ont provoqué la création d'une Université allemande, aussitôt enjuivée comme la Sorbonne. Jusqu'à la guerre, le maire de Czernowitz était alternativement Allemand ou Juif !

Pour les Roumains, les Ruthènes, comme pour les Russes, les Polonais, les Français, *aut nunc aut nunquam*. Si la peste juive n'est annihilée dans la présente commotion, **la race blanche** est vouée au plus ignominieux esclavage.

La VIEILLE-FRANCE

est le dernier obstacle qui se dresse

contre la conquête totale de la France

par les Hébreux

Les assassins socialistes.

L'*Humanité* du 6-2-19, rendant compte des conférences de sa rédaction avec les Allemands à Berne, raconte :

Retenu pendant quelques jours à la frontière par les autorités suisses, Fritz Adler n'est arrivé que lundi dans la matinée à Berne.

Sa présence dans la salle du Congrès a été accueillie par de vifs applaudissements, et lorsque Adler prend la parole, il est *chaleureusement acclamé*.

Cet Adler est le Juif qui assassina le président du conseil comte Sturgkh, pour maintenir l'Autriche dans la dépendance de l'Allemagne.

Quand les socialistes *acclament* l'assassin du comte Sturgkh, pourquoi poursuit-on le meurtrier de Jaurès ?

Le socialiste Boris Savinkof, assassin du grand-duc Serge et du ministre russe Plœhve, est accueilli à Paris comme une sorte de personnage officiel.

Toute la Sociale a le droit d'assassinat sur les honnêtes gens, et les imbéciles d'honnêtes gens se laissent faire.

Le récit du massacre de la famille impériale de Russie donné par l'*Echo de Paris* (v. *Vieille-France* nº **106**) est ainsi complété par le *Petit Parisien* du 4-2-19 :

Nicolas a été tué à coups de revolver et de fusil par quelques hommes dirigés par un Letton, nommé Bihon, qui a tiré le premier. Le tsarevitch était malade et à peine conscient de ce qui se passait autour de lui, à ce que disent certains récits. En outre, il était comme hébété en voyant tuer devant lui sa mère et ses sœurs.

L'impératrice et ses filles, dont l'attitude à leurs derniers moments a été très digne, ont été tuées après avoir été pendant plusieurs jours violentées et de diverses manières. D'après certaines données, les grandes-duchesses auraient été violentées sous les yeux de leurs parents. Le Letton précité aurait dit à plusieurs témoins :

— Maintenant, je puis mourir, j'ai possédé l'impératrice.

Les murs du sous-sol de la maison d'Ekaterininbourg, où se tenaient les soldats chargés du massacre, portent des inscriptions ou dessins donnant à cet égard des indications circonstanciées et des précisions...

... D'autre part, un certain nombre de membres de la famille : Serge Mikaïlovitch, Elisabeth, la veuve du grand-duc Serge Alexandrovitch, Jan Igor et Constantin-Constantinovitch, le prince Palen, une religieuse, le domestique du grand-duc Serge, après avoir été gardés un certain temps à Batoum-Ekaterininbourg, ont été conduits dans les environs d'Alapaevsk, au nord d'Ekaterininbourg, jetés dans un puits de mine où on lançait des madriers, de la terre, des pierres, des grenades à main. On a entendu leurs plaintes pendant deux ou trois jours. Leurs corps ont été retrouvés enterrés.

C'est avec cette bande d'effroyables bourreaux, de lâches Septembriseurs, que le Président Wilson a voulu des entretiens diplomatiques à Prinkipo.

Le drame des dix millions

par JEAN DRAULT

Chaque règne, chaque période, chaque régime évoque un mot typique, une anecdote symbolique. C'est un excellent moyen mnémotechnique que recommandait jadis un vieux professeur, pour préparer les enfants à l'enseignement de l'Histoire.

On ne peut songer à François Ier sans murmurer : *Tout est perdu, fors l'honneur.* Louis XIV évoque un soleil et la phrase : *l'Etat, c'est moi.* On dit : « Louis XV » et l'écho répète : « Pompadour ». Henri IV, c'est la « poule au pot ». Pour Louis XVI, c'est un mot de prêtre : *Fils de saint Louis, montez au ciel.* Napoléon évoque Austerlitz, Iéna, Waterloo, Sainte-Hélène. Louis XVIII passe pour un roi qui aimait à faire des vers latins, ce qui n'était pas ruineux pour ses sujets. Charles X promulgua les *Ordonnances* : elles témoignent qu'il en coûtait plus cher que maintenant de juguler la presse. Louis-Philippe passe avec un parapluie à la postérité, et Napoléon III, un sentimental fourvoyé dans la politique, demeure accolé dans l'Histoire à une vieille romance composée par sa mère. Les futurs fondateurs de la vertueuse Troisième qui le déboulonnèrent au Quatre Septembre 1870 prétendent, par contre, que le Second Empire se résume dans l'affaire du Mexique.

Et Pelletan père disait : « Laissez-nous fonder la République et vous verrez! ».

Nous avons vu!

Plus tard, quand on parlera de la Troisième, le mot qui surgira dans la mémoire des potaches, c'est *Panama*. Et aussi, peut-être : *La séance continue*. Car elle aura continué pendant quarante ans, la séance qui s'ouvrit par une insurrection criminelle devant l'ennemi! (V. n° 107.)

Cornelius Herz, sauveteur.

On n'a jamais su comment a commencé le scandale du Panama, ce Fontenoy de la glorieuse Troisième.

La *Libre Parole* a mené la campagne en 1892. Nous en feuilleterons la collection. Le journal de Drumont était dans le drame, il y jouait un rôle, il n'avait pas le loisir d'écrire un prologue que ceux qui le renseignaient et que ceux qu'il combattait connaissaient également bien. Ni les uns ni les autres ne tenaient à le révéler. Et puis, l'intérêt n'était pas là.

Aujourd'hui, il est utile de savoir l'origine exacte du scandale.

En 1886, la situation de la Société du Canal interocéanique de Panama était épouvantable.

Drumont a raconté pourquoi dans ses livres. C'était la gabegie, l'escroquerie. On a pu se demander si Ferdinand de Lesseps avait jamais eu l'idée de creuser réellement un canal ou simplement celle de spéculer sur la crédulité des gogos.

Pour trouver de l'argent, M. de Lesseps, à peine reçu de l'Académie, alla voir M. Allain Targé, ministre de l'Intérieur, pour lui demander l'autorisation d'émettre 600 millions d'obligations à lots. C'était le renflouage certain selon lui.

M. Allain Targé refusa de prêter son concours à cette combinaison qui lui parut périlleuse pour les capitaux français, sans assurer le renflouage de l'affaire.

M. de Lesseps alla trouver alors Cornélius Herz, à moins que ce ne soit Cornélius Herz qui ait offert son influence et celle de ses amis auprès du gouvernement.

Un accord eut lieu, aux termes duquel M. de Lesseps, représentant la Compagnie de Panama, s'en

gagea à verser 10 millions à Cornélius Herz, dès que ce dernier aurait obtenu l'autorisation du gouvernement de laisser émettre 600 millions d'obligations à lots. Il s'agissait d'acheter des consciences de ministres et de députés. Cornélius en eut au rabais.

Peu de temps après, le Ministère déposait un projet autorisant l'émission. Cornélius Herz ne s'était donc point prévalu d'un crédit imaginaire.

Seulement, le puissant Juif de Francfort, s'il était arrivé à faire déposer le projet, se sentit soudain impuissant à le faire voter.

Un rapport défavorable d'ingénieurs avait été publié par le *Temps*, et pour signer le projet, M. Baïhaut, ministre des Travaux publics, avait exigé un million sur lequel il avait touché 375.000 francs le jour du dépôt, 17 juin 1886!

Un million pour signer un projet de loi! Une signature de ministre eut du prix à toutes les époques. Mais l'évaluation précise de ce geste auguste ne date vraiment, on le voit, que de la Troisième.

Le 24 juin, la Chambre nomma la commission chargée d'examiner le projet du gouvernement déposé par M. Baïhaut.

En firent partie : MM. Germain Casse, Barbe, Salis, Marmonier, Andrieux, Proal, Richard, Penolet, Le Guay, Cordier, Compayré.

A noter que Salis était celui qui avait ouvert le feu contre l'*Union générale*, affaire française, visée par la Prusse et les Juifs!

Le 8 juillet, cette commission demanda à la Compagnie de Panama ses bilans.

M. de Lesseps ne les donna pas. C'eût été avouer sa mauvaise situation financière.

Et le projet fut retiré!

— Eh bien! direz-vous, cette commission était honnête!

N'en croyez rien! Elle était composée d'une majorité de niais et de coquins dirigée par les députés Barbe et Le Guay qui étaient à la tête d'un groupe financier dit groupe de la dynamite, lequel n'avait pas été acheté par M. de Lesseps, mais tenait essentiellement à l'être.

L'entrée en scène de Reinach.

L'affaire dormit. La compagnie de Panama tenta, le 3 août 1886, une émission ordinaire qui lui procura 206 millions et demi, ce qui lui permit d'attendre.

En novembre 1887, vint le ministère Rouvier.

M. de Lesseps l'entreprit. Mais Rouvier fit la sourde oreille.

Lajeune-Vilar, qui nous a laissé le souvenir de ces édifiantes combinaisons, écrit :

M. Rouvier était l'ami très intime de M. Barbe, et M. Barbe était lui-même l'un des membres du cabinet Rouvier.

Décidément, il était indispensable que la Compagnie de Panama passât par les conditions de M. Barbe et de la Société de dynamite ! Elle finit par le comprendre et par s'y résoudre. Le baron de Reinach fut le négociateur de l'entente. A quelles conditions cet accord a-t-il été fait ? Je l'ignore.

Mais les faits établissent d'une manière péremptoire que l'entente s'établit et qu'elle fut sérieuse de part et d'autre.

Von Reinach de Hambourg fit aboutir le projet en achetant le Parlement, grâce à l'activité de son rabatteur Arton.

D'après l'accord, il devait payer les 10 millions dus à Cornelius Herz.

Le drame des dix millions avait été conté dans notre n° 13 qui fut saisi par la Censure de Malvy. Nous l'avons publié à nouveau dans notre n° 72.

Ce drame a abouti au suicide de Von Reinach, après avoir failli aboutir à l'assassinat de Cornélius Herz par un stipendié de Von Reinach. Il y eut un ministère Ribot spécialement constitué, le 5 décembre 1893, pour étouffer l'épouvantable procès politique qui découlait de cette lutte de deux forbans juifs dont l'un réclamait 10 millions à l'autre.

De ce procès, la Troisième aurait crevé. Elle ne vit que d'abcès rentrés.

De temps en temps, une éruption inopinée témoigne de l'empoisonnement de ce régime.

Caillaux, pour se venger de Clemenceau, fit publier dans un journal du samedi 8 septembre 1917 un article sur le suicide du baron prussien Jacques Von Reinach dont voici un extrait :

Le baron avait ruiné la Compagnie de Panama — et lui-même. N'importe !... Il fallait qu'il casquât encore. Cornelius Herz et sa bande, — dont Clemenceau était le plus bel ornement, — comme des vampires, entendaient sucer l'or de leur victime jusqu'au dernier louis, — ne laisser de lui que le squelette.

Vainement, Reinach avait montré piteusement ses poches vides. Les deux compères, — Robert Macaire et Bertrand, — exigeaient de nouveaux subsides.

Et ils menaçaient :

— Arrangez-vous pour nous trouver des millions, encore des millions! Ou c'est la Cour d'assises, — le bagne!...

Le baron, affolé, avait fait argent de tout, frappé à toutes les portes. Mais, bientôt, il avait été à bout. Et les sinistres maîtres-chanteurs avaient tenu parole. Une campagne de presse avait commencé, dévoilant des scandaleux dessous du Panama, que tous deux connaissaient si bien?... Le Parquet s'était ému : Jacques de Reinach et ses coadministrateurs avaient connu le chemin du cabinet du juge d'instruction.

Alors, saisi d'une épouvante, se voyant déjà jeté « au bloc », le baron avait songé à apitoyer Clemenceau.

Mais l'autre, ricanant dans sa moustache, sa face de Mongol contractée par une ironie infernale :

— Cornélius seul peut vous tirer de là en faisant arrêter les poursuites... Allez le voir!...

Et, sur les supplications de Jacques de Reinach, il lui avait accordé ce semblant de commisération : l'accompagner.

Mais le grand corrupteur, froidement féroce, avait répondu aux prières éperdues de Reinach :

— Trop tard!...

Et, d'un clin d'œil, il avait désigné à Clemenceau la victime à achever.

L'aide-bourreau n'eut garde d'y manquer. Jacques de Reinach, sans un sou, n'était plus bon à rien. Même, il pouvait devenir un danger. Car sans doute, pour se défendre, devant les juges, il jetterait des noms — et des chiffres

Parbleu! les corrupteurs s'étaient mis à l'abri. Il y avait une liste des sommes versées à Cornélius Herz, et des parlementaires qu'il avait payés. Cette liste, que le baron avait eue entre les mains, Clemenceau la lui avait prise, — barbotée. Mais on ne sait jamais... Un mot pouvait faire tiquer les juges, les aiguiller sur la bonne piste.... Non. Mieux valait que la victime ne parlât pas....

Et, dans cette voiture qui roulait péniblement à travers la nuit, une plainte de Jacques de Reinach offrit au Tigre l'occasion d'en finir, en douce et sans fracas, avec ce gêneur.

Comme, ramassé sur lui-même, effondré, Jacques de Reinach se lamentait :

— Perdu, je suis perdu!...

Clemenceau, d'un mot, acheva de l'affoler :

— Parbleu!...

Et la voix cassée du brasseur d'affaires reprenait, monotone, — comme en plainte de tout petit :

— Que faire?... Que faire?

Puis enfin :

— Il ne me reste plus qu'à me tuer!...

Clemenceau, cette fois, ne répondit que par un silence — éloquent comme un glas.

On présente ainsi Von Reinach comme une douce victime et Cornélius Herz, associé et commanditaire de Clemenceau, comme un bourreau et un vampire.

Ce n'est pas exact. Cornélius Herz et Von Reinach étaient deux bandits juifs d'une gredinerie égale.

Le journaliste, ici, voudrait atteindre Clemenceau au profit de Caillaux.

Notre but n'est pas le sien. Notre but est seulement de montrer que les mieux intentionnés du régime sont paralysés par l'affreux passé du régime lui-même, et que Clemenceau, le seul républicain qui pouvait permettre à Foch de battre les Boches, était obligé de baisser pavillon devant les campagnes insolentes des amis du pro-allemand Caillaux. Il a montré sa faiblesse en envoyant le mari de la Tueuse en Haute-Cour, et en lui épargnant le Conseil de guerre qui aurait expédié ce misérable au poteau.

Le Tigre est loin d'être invulnérable. Il est un homme du Quatre-Septembre et il a, lui aussi, déchiré sa culotte aux ronces des scandales.

Le vieux drame des 10 millions pèse ainsi sur nous, sur lui, sur toute la politique actuelle. Le passé infâme de la Troisième nous alourdit, nous accable, nous ôte nos moyens à la Conférence de la Paix. Il y a un lien entre les Reinach, les Cornélius Herz et les Stephen Wise. Ne le voyez-vous pas? Et Clemenceau ne peut le rompre. Mandel est là pour refaire les nœuds, si le « vieux Vendéen » les brisait.

Les vieilles histoires de la Troisième engendrent donc l'histoire qui naît. Voilà pourquoi il est utile de les connaître...

La Vieille-France **veut être**

Un point de ralliement pour les honnêtes gens courageux

ÉCHOS

Maréchaux d'Académie.

Journal des Goncourt, tome 5, page 80, Edmond de Goncourt écrit :

Mardi 27 mai 1873. — J'ai eu un succès au dîner de Bréhant, avec ce mot : « La France finira par des *pronunciamiento* d'académiciens. »

Si l'Académicien est maréchal, la France, au lieu de finir, pourrait bien renaître.

Un portrait de Gamberlé.

Le même Goncourt, même volume, page 309, a observé Gambetta à un dîner chez l'éditeur Charpentier. Il note, à la date du vendredi 19 janvier 1877 :

Je perçois chez cet homme, sous une apparence de bonne enfance et de rondeur endormie, l'éveil d'une attention toujours à l'aguet, et qui note les paroles, et qui prend les mesures des gens, et qui se rend compte très bien, au bout de trois phrases, de ceux qui sont encore à écouter et de ceux qui ne le sont plus.

C'est d'une observation subtile et aiguë. Goncourt nous révèle le vrai Gamberlé : l'allure menteuse de bon enfant du candidat de métier; l'utilitarisme grossier et pratique du marchand de lorgnettes qui jauge un interlocuteur, dans un salon, comme un client dans sa boutique.

Claretie par ci, Claretie par là.

On n'aura jamais tant parlé de Claretie qu'en 1918 et 1919. On a la sensation que toute l'année 1918 aura été employée à vendre sa bibliothèque!

Ouf! C'est fini! On sait le produit : 154.600 francs. Mais nous n'en étions pas quittes avec ce personnage.

Tandis qu'on le vendait avec fracas, on l'encensait sans retenue à l'Académie. Un Maréchal de France le magnifiait, Richepin surenchérissait. Et Pons mettait en musique un dernier opéra patriotique tiré d'un de ses contes!

L'homme avait pourtant déjà reçu de son vivant plus d'avantages et de pourboires que son mérite ne le comportait. Est-ce qu'il va continuer à nous encombrer même après sa mort?

Maxime Rude, dans ses *Confidences d'un journaliste* (1876) a raconté la chance de Claretie :

Claretie était presque imberbe quand nous nous sommes rencontrés au *Figaro* : à peine deux maigres pinceaux de poil au menton allongé et osseux. Je note ce détail, parce qu'il me confiait alors que la barbe était une de ses premières ambitions. La barbe lui est venue, — et pas seule : je crois que tous ses désirs de ce temps ont été, au moins, satisfaits. Il avait un front en bosse dont les cheveux plats, sans épaisseur et plantés haut, exagéraient encore les dimensions; l'œil brun était inquiet; le nez un peu cassé, comme par une chute, donnait du pittoresque à la figure; la bouche un peu pincée, malgré l'épaisseur de la lèvre inférieure, dénonçait des appétits d'amour-propre. Toute cette tête était jeune et avait pourtant une gravité qui n'était pas de son âge. Je comprenais après cela l'ambition de la barbe.

Jules Claretie avait débuté dans un petit journal. — un *Diogène* quelconque, — dont la caisse payait peu et mal, et que, finalement, il ne nourrissait pas moins de copie presque à lui seul. Sa situation lui permettait d'être plus coulant que d'autres. Ce n'était pas le patient et le martyr des premières années de journalisme, écrivant ses articles où il peut et ayant besoin de les bien placer pour avoir bon souper et bon gîte...

Claretie était fils d'un riche marchand de la rue Paradis-Poissonnière.

— Il paraît, disait Barbey d'Aurevilly à quelqu'un, que ce jeune Claretie est riche?

— Ou il le sera. Son père est un gros négociant en porcelaines.

— Et en porcelaine, on vend bien des choses...

— Même des pots de chambre.

— Vous m'en direz tant! répliqua Barbey d'un ton solennel. C'est qu'il y a beaucoup de... derrières!

Jules Claretie n'avait pas, dans les échos du *Figaro*, la main nette et nerveuse d'Aurélien Scholl. Il manquait parfois de précision et plus souvent encore d'acuité. Mais il avait une abondance qui ne laissait jamais craindre de manquer de copie, et une régularité d'élève consciencieux qui fait la joie des rédacteurs en chef comme des professeurs. Il a continué d'écrire ainsi, de flot et rapidement, ne se relisant guère ou pas.... On le surnommait Jules Clarinette. Mais n'est pas Clarinette qui veut!...

Pour arriver plus sûrement, il devait se faire F.·. M.·. et épouser une Juive. Ça, c'est le vrai Claretie. Le Claretie de Joffre et de Richepin est un Claretie pour l'histoire académique officielle et blagueuse.

Le camarade vicomte.

On a vendu pour 2 millions 892.650 francs les meubles et collections du camarade vicomte de Curel.

Cet auteur de pièces socialistes possédait des Corot dont l'un seulement a été vendu 237.000 francs à un M. Tripp.

Un tableau de Boucher acheté 486 francs en 1845

(Vente Cypierre) a été vendu 172.000 francs à un M. Knoedler (!).

Et ce furent ensuite des Van Dyck à 111.000 francs, des Greuze à 106.000 francs, un Falconnet à 113.000 fr., des tapisseries des Gobelins et d'Aubusson à 137.000 fr., 45.000 et 51.000 francs.

Capitaliste averti et collectionneur retors, le vicomte de Curel dédaignait ces titres. Rossini méprisait les compliments des admirateurs du *Barbier* et de *Guillaume Tell*. Mais il était fou de joie quand on le félicitait sur ses talents de cuisinier.

L'ambition stupéfiante du vicomte de Curel était de faire du théâtre socialiste et d'être un kamarade de la bande à Jaurès-le-Traître ! Ça lui a coûté cher ! Mais il y est parvenu. Il a fait jouer, en payant, *le Repas du lion* et *la Fille sauvage*, deux redondantes stupidités recueillies par Antoine et qui ont fait au camarade vicomte une réputation d'audace et d'originalité, alors qu'elles eussent tué sous le ridicule tout autre individu moins chargé de millions, de tableaux et de Gobelins.

Bleichrœder est bolchewick.

Les journaux ont publié cette dépêche Wolff sur la situation en Allemagne.

« Le député Heymann a révélé un fait curieux : le mouvement bolcheviste est soutenu par la finance. Le banquier Bleichroeder a versé 2 millions à un journal extrémiste. »

Le fait peut être curieux pour l'Incurable imbécile. Il ne peut pas l'être pour les lecteurs de la *Vieille-France*.

Le Juif Liebknecht a travaillé pour le retour à Berlin du F.·. Hohenzollern.

Le Juif Bleichroeder est un ami du F.·. Hohenzollern.

Il a subventionné le mouvement destiné à effrayer les bourgeois allemands et l'Entente et à hâter le retour de Guillaume, *seul capable, racontent ces farceurs, d'enrayer le Bolchewisme*.

Le Bolchewisme continuera ensuite ses tentatives pour pénétrer chez les nations ennemies de la Prusse.

La Commune, mouvement bolchewick de 1871 encouragé par le F.·. Prussien Bismarck, fut subventionnée par le Juif Rothschild, qui a toujours eu des intérêts communs avec le Juif Bleichroeder, son co-directeur de l'Internationale financière juive.

Il n'y a donc qu'un seul Bolchewisme et il n'y a qu'une seule finance juive qui est sa mère nourricière.

J. D.

Aux Bureaux de la **VIEILLE-FRANCE** :

Le livre d'avant-guerre :

Le Réveil . . . 3 fr.

Le livre de la guerre :

La Race a parlé. 4 fr.50

Le livre de toujours :

Pour être sages. 4 fr.50

RHUMATISMES La goutte et toutes les maladies arthritiques sont guéries radicalement par le **TRAITEMENT DU CHARTREUX**, le plus puissant antirhumatismal connu. Pas d'insuccès, pas de régime spécial. Demandez à M. Malavant, 19, rue des Deux-Ponts, à Paris, la brochure explicative gratuite et franco, vous vous guérirez vous-mêmes.

Bulletin d'Abonnement

Le meilleur Bulletin d'Abonnement est un **Mandat** ou **Bon de poste** de **10** fr. accompagné de *votre nom* et de *votre adresse*.

Le système du recouvrement postal entraîne des frais et des complications dans notre service, au service de la poste, *à votre domicile*.

Pour ajourner le versement des 10 francs, que vous finirez par payer, ne développez pas la **Bureaucratie** et la **Paperasserie.**

Un Mandat ou Bon de 10 francs simplifie tout

Simplifiez !

Le Gérant : GENDROT

Imp. Chantenay, 15 rue de l'Abbé-Grégoire, Paris

Une élite lit

La Vieille-France

et comprend !

L'immense troupeau des êtres amorphes

ne lit pas

La Vieille-France

et suit en aveugle les maîtres

QUI LE MÈNENT IL NE SAIT OÙ

La collection de cette publication **unique** *vaudra cher dans quelques années.*

Il n'y a qu'un moyen de l'avoir sûrement : **l'Abonnement, 10 fr.** *par an.*